

— (crise financière en 1920-1921) — (émission d'obligations en 1947) et (emprunt en 1948) — (lock-out en 1955) — (grève en 1975 et 1981) — etc., etc., a réussi à maintenir avec des hauts et des bas des pages culturelles exceptionnelles et d'une grande qualité... un miracle culturel, et c'est un phénomène qu'il faut reconnaître et saluer bien bas.

Réginald HAMEL
Professeur
Département d'études françaises
Université de Montréal

1. Il faut noter que dans les années 1910 et tant, par Canadiens l'on entend Québécois de langue française, les autres étant des «Canadiens», comme le notera plus tard Michel Brunet.
2. *La Croix*, *La Libre parole*, *Le Figaro*, *L'Écho de Paris*, *Le Gaulois*, *L'Univers*, *La Revue française*, *Le Temps*, *L'Européen* etc. *La Croix* fut fondée en 1880 par le R.P. Vincent de Bailly, assomptionniste, et Louis Veuillot (1813-1883) et Eugène Veuillot (1818-1905), tous deux de *L'Univers*, y collaboreront un moment.
3. Plusieurs de ces romans étaient réédités par la société «La Publicité limitée», editrice du *Devoir*. Le 6 février 1913, Bourassa fonde «L'Imprimerie populaire limitée» qui publiera jusqu'à la fin du régime de Gérard Filion plusieurs ouvrages d'écrivains canadiens-français.
4. Il faut reconnaître avec Pierre Savard qu'en 1939, *Mes Fiches* dénonçaient l'ouvrage du père Charles, s.j., (et belge) sur *Les Protocoles des sages de Sion*, d'où on peut conclure que ces bibliographies ne firent pas toujours montre d'étroitesse d'esprit.

SCIENCE ET COMMUNAUTÉ SCIENTIFIQUE 1910-1993*

Marie-Victorin et Le Devoir: une relation privilégiée.
L'ACFAS. Louis Dupire et le Jardin botanique de Montréal.
Le concours de botanique et les cercles des jeunes naturalistes.
La bombe atomique: une question morale. Conclusion.

Le 10 janvier 1910, les francophones du Québec feuilletent un nouveau journal: *Le Devoir*. Quotidien à vocation politique d'abord, il devient rapidement aussi célèbre que son fondateur, Henri Bourassa. Si aujourd'hui historiens, sociologues, politologues et autres érudits le relisent, c'est encore essentiellement pour analyser ses prises de position politiques et idéologiques. Pourtant, il ne faudrait pas croire que les lecteurs du quotidien n'y trouvaient que cela. En fait, dès le 14 janvier, ils pouvaient y lire un article sur les problèmes de droit international soulevés par le projet de barrage sur le fleuve au Long Sault, à la frontière américaine, conçu pour produire «une force motrice de 500 000 chevaux vapeurs». Le lendemain, sous le titre «Un projet gigantesque», le journal rapportait l'opinion d'un expert sur le projet du canal de la Baie Georgienne, qui venait d'être déposé à la Chambre des communes. Les «méga-projets» hydroélectriques ne datent pas d'hier... Quelques jours plus tard, le journal offrait au lecteur le résumé d'une conférence de l'égyptologue Alexandre Moret sur la médecine

* L'auteur remercie Martine Foisy pour ses commentaires et son aide dans le dépouillement des articles de même que Rachel Caux et Stéphane Ouellet qui ont aussi participé à cette étape du travail. Merci aussi à Robert Gagnon et à Camille Limoges pour leurs suggestions.

égyptienne, qu'il avait présentée devant les membres de la Société pour l'avancement des sciences, des lettres et des arts au Canada¹.

Ces quelques exemples suffisent pour montrer que bien que le commentaire politique fût sans contredit le cœur du journal, cela n'empêchait nullement ses lecteurs d'y trouver des informations sur des sujets d'intérêt scientifique et technique. Au cours de la seule année 1910, le journal traitera de sujets aussi variés que les appareils de stérilisation de l'eau — à la suite de l'inauguration de celui de la Montreal Water and Power Company —, de l'exploration des pôles Nord et Sud, du passage de la comète de Halley et des progrès de l'aviation, pour ne nommer que les sujets les plus fréquemment abordés. Sans compter les informations sur les épidémies et les annonces de réunions à caractère scientifique, on peut dire qu'au cours de la première année d'existence du *Devoir*, les sciences et les techniques font l'objet de nouvelles environ un jour sur deux, même s'il s'agit souvent d'entrefilets. Bien sûr, la couverture fluctue au fil des ans. En 1915, par exemple, la guerre préoccupe les esprits et les nouvelles scientifiques sont moins nombreuses (environ un article tous les trois jours) et sont davantage reliées aux questions militaires. Ainsi, on rapporte l'utilisation du zeppelin² et on explique la nature des gaz chimiques³. L'hygiène, les maladies infectieuses, l'astronomie et l'exploration des régions polaires sont également au menu scientifique du *Devoir* cette année-là. Après la guerre, la couverture augmentera à nouveau⁴.

Henri Bourassa avouera lui-même lors du cinquième anniversaire du journal que «les luttes politiques ont occupé dans le journal une place considérable [mais] moins exclusive qu'on ne le croit généralement⁵». Cinq ans plus tard, il rapportera qu'Omer Héroux, «après une revue complète de ces cinq premières années», se disait «étonné de tout ce que nous avons écrit et publié d'étranger à la politique⁶».

En fait, la présence à peu près régulière d'articles à contenu scientifique et technique ne doit pas surprendre outre mesure car le programme social du *Devoir*, publié dans le premier numéro, notait l'importance de donner à la jeunesse «le goût de l'étude». Le journal se promettrait également d'encourager la production des œuvres scientifiques et, dans le domaine de la politique provinciale, son programme visait la diffusion de «l'enseignement populaire des sciences appliquées à l'agriculture et à l'industrie⁷». Dès le 20 janvier 1910, il consacrait d'ailleurs un article à la question de l'enseignement agricole. Ces objectifs étaient aussi ceux du gouvernement de Lomer Gouin qui venait de donner un nouvel élan à l'enseignement avec la création d'écoles techniques à Québec et à Montréal, de l'École des Hautes Études Commerciales (HEC), la construction d'un

nouvel édifice pour l'École polytechnique de Montréal et l'aide apportée à la mise sur pied par l'Université Laval de l'École d'arpentage et de foresterie, pour ne nommer que les principales initiatives.

L'intérêt des rédacteurs pour la santé publique explique également la présence de plusieurs articles consacrés à l'hygiène et aux maladies infectieuses. Le journal ouvre ses pages à la Ligue de Montréal contre la tuberculose, pour qu'elle publie des articles sur les moyens de prévenir cette maladie contagieuse qui affecte surtout les plus démunis. Louis Dupire consacre même un éditorial à expliquer que l'exposition au soleil est un bon moyen de la prévenir⁸. Le même mois, il en consacre deux à la promotion de la pasteurisation du lait⁹. À la suite de la mise au point du vaccin BCG au cours des années trente, l'intérêt pour la tuberculose diminuera au profit d'autres maladies comme la leucémie, la poliomyélite, l'hémophilie et le diabète. Les questions médicales formaient ainsi, en 1950, la plus grande partie des articles à caractère scientifique dans *Le Devoir*.

Les nouvelles à caractère scientifique et technique sont donc loin d'être absentes du *Devoir*, mais comme il est impossible de faire ici un relevé exhaustif du traitement de ces questions de 1910 à nos jours, nous nous attacherons plutôt à faire ressortir le fait que le quotidien, malgré sa vocation politique, n'a pas complètement ignoré ces sujets et surtout qu'il a été un allié très important dans la cause du développement scientifique du Québec, particulièrement au cours de l'entre-deux-guerres. C'est au cours de cette période que le milieu scientifique canadien-français s'est structuré en liant la question scientifique à la question nationale — raison d'être en quelque sorte du *Devoir*, qui ne pouvait dès lors ignorer la science en tant qu'outil d'émancipation du peuple canadien-français.

MARIE-VICTORIN ET *LE DEVOIR*, UNE RELATION PRIVILÉGIÉE

Le frère Marie-Victorin, des Écoles chrétiennes, est sans conteste la figure dominante du mouvement scientifique qui secoue le petit milieu intellectuel canadien-français au cours de l'entre-deux-guerres. Et c'est par son intermédiaire que *Le Devoir* deviendra l'organe privilégié de diffusion de la culture scientifique auprès des Canadiens français. Comme on va le voir, les cercles des jeunes naturalistes, le Jardin botanique et l'ACFAS (Association canadienne-française pour l'avancement des sciences) doivent beaucoup à l'appui actif des artisans du *Devoir*.

Dès la fondation du journal, le jeune frère, alors professeur au Collège de Longueuil, est un fidèle abonné¹⁰. Il suit de près son évolution et note même dans son journal intime — au moment du premier anniversaire du quotidien — « Le Devoir a paru! C'est le grand événement de la saison¹¹. »

Sa collaboration au *Devoir* débute à l'automne 1915 — il a tout juste trente ans. Le 10 septembre, il signe un premier « Billet du soir » imprimé en première page sous le pseudonyme « M. Son Pays ». C'est l'époque du fameux Règlement XVII qui limite l'usage du français dans les écoles primaires de l'Ontario, brimant ainsi les droits des francophones. Sous le titre « Nor' Langu », Marie-Victorin décrit sa rencontre avec des jeunes francophones d'une école primaire d'Ottawa fiers d'avoir gagné l'accès à l'école française. Il rédigera dix de ces petits morceaux littéraires à saveur patriotique — son humeur dictant le sujet — dont le dernier paraîtra le 26 juin 1916. Déçu de cette interruption, Omer Héroux espère que « M. Son Pays n'a point perdu son joli pinceau », et lui fait savoir que « les lecteurs du *Devoir* le regrettent et nous le disent¹². »

Mais la fin de sa collaboration littéraire au journal de Bourassa n'allait pas entamer sa relation privilégiée avec Omer Héroux, Georges Pellerier et Louis Dupire qui allaient appuyer constamment son combat pour le développement scientifique du Canada français. Entre 1922 et 1944, année de son décès, il signera au total près d'une quarantaine de textes importants dans *Le Devoir* — sans compter les nombreuses notes consacrées à la botanique pour les cercles des jeunes naturalistes — dont une quinzaine sont consacrés essentiellement à la question du rapport des Canadiens français à la science.

Une première occasion se présente à la rentrée universitaire de 1922. La Faculté des sciences de l'Université de Montréal — où il enseigne depuis sa création — n'a que deux ans, mais Marie-Victorin croit qu'il est déjà temps de proclamer publiquement le sens de cette œuvre. Revenant copie de l'article, Héroux lui accorde la première page du *Devoir* sur deux colonnes : « Cela devrait appeler sur votre œuvre, écrit-il, l'attention d'un public considérable¹³. » Le frère y présente les éléments d'une position qu'il défendra constamment par la suite : « Un peuple vaut non seulement par son développement économique, industriel ou commercial, mais encore et surtout par son élite de penseurs et de savants, par son apport au capital scientifique de l'humanité. » Grâce à la Faculté des sciences, ajoutait-il, « nous allons enfin travailler à nous élever graduellement de ce colonialisme du savoir, un peu humiliant, en somme, au degré où nous le subissons [et marcher] ferme vers une émancipation intellectuelle de bon aloi¹⁴. »

Ce sentiment de faire partie d'un peuple colonisé lui pesait lourd, et, trois ans plus tard, il se décidera à faire paraître dans *Le Devoir* un texte à valeur de manifeste dans lequel il livrera ses pensées et exprimera son indignation : « La province de Québec, pays à découvrir et à conquérir¹⁵. » Lors de ses nombreuses excursions botaniques sur la Côte-Nord et en Gaspésie, il avait observé de près l'exploitation à laquelle étaient soumis les travailleurs des chantiers, ceux de la Côte-Nord en particulier. Au cours de l'été de 1925, il était retourné faire des recherches botaniques aux îles Mingan. Revenu complètement « écœuré et navré » de ce qu'il avait observé en cours de route, il se décida de publier le texte probablement le plus violent qu'il ait écrit. Il vaut la peine qu'on s'y arrête.

Ouvrant sur une critique brève mais sévère d'un système d'éducation qui prétend offrir une culture générale mais « qui ne prend pas la peine de se pencher vers la science » et ignore tout du monde naturel qui nous entoure, il dénonce ensuite l'exploitation économique « de grands troupeaux de nos compatriotes » :

[...] hommes, femmes et enfants [qui], poussés par la misère et l'inéluctable [...] déterminisme des conditions économiques, sont jetés au cœur de cette forêt boréale, lointaine et inhospitalière, pour y mener une vie de paria dont nous n'avons pas idée [...]. Et pour que les siens ne crèvent pas de faim, pour ramasser quelques piastres que lui jette le *jobber* lui-même serré à la gorge par la compagnie, l'homme bûchera des étoiles jusqu'aux étoiles. Pour se reposer, il passera à son cou le collier de cuir et *chiennera* — c'est le verbe expressif créé par ces pauvres gens — les billes de bois en lieu et place des bères de somme.

Selon Marie-Victorin, ce visage du Québec, les intellectuels le méconnaissent car il ont « pris l'habitude de passer l'été à Paris et l'hiver chez nous ». Et à ceux qui seraient enclins « à porter au compte d'un pessimisme systématique » ces affirmations, il suggère de parcourir « leur pays à loisir et autrement que sur les trains et les bateaux de luxe ». Il dénonce également le fait qu'aucun Canadien français

n'a le droit de présenter la mouche au saumon dans les rivières poissonneuses de la province de Québec ni de tirer un coup de feu sur Anticosti, ni de tuer, où que ce soit, le gibier de mer. Tout concourt à protéger le plaisir des *messieurs* et des *officiers*, comme on dit là-bas, et à couper les moyens de subsistance aux résidents du pays.

Après cette sortie magistrale, il aborde le terrain scientifique où « la situation est la même et plus grave encore » ; il lance un appel pour une « science nationalisée, celle qui consiste à scruter pour le connaître le milieu physique, biologique ou minéral où nous vivons », seule façon de mettre fin

à l'absence chronique de savants canadiens-français. Et pour bien montrer le lien entre des réalités qui, à première vue, semblent bien éloignées les unes des autres, Marie-Victorin insiste, en conclusion, sur l'union étroite entre l'économie et la science en souhaitant

que ceux qui ont à l'heure actuelle la mission de diriger les pas de notre jeune peuple et de lui donner des mots d'ordre, se rendent à l'évidence de ces vérités, un peu dures peut-être, et qu'ils favorisent de toutes leurs forces la formation de l'élite scientifique dont nous avons un immense besoin; c'est cette élite qui, en nous donnant, dans un avenir que nous voulons rapproché, la libération économique, fera de nous une véritable nation.

Il serait probablement difficile de trouver dans *Le Devoir* de l'époque un texte qui dénonce de façon aussi explicite la misère de ses compatriotes et qui remet si radicalement en question les traditions jusque-là dominantes. Les réactions ne tardent d'ailleurs pas à venir, le valeureux frère se faisant même traiter de «fumiste» et d'«imbécile» par un avocat de Rimouski qui adresse sa plainte à Georges Pelletier. Ce dernier prend bien sûr la défense de Marie-Victorin et lui fait voir les lettres de son correspondant¹⁶. Refusant «de perdre une heure à soutenir des polémiques inutiles», le professeur de botanique refuse de publier sa réponse mais fait tout de même savoir à Pelletier qu'il est «parfaitement certain de ses enseignements» obtenus en «vivant avec les petites gens et recevant leurs confidences», renseignements qui sont d'ailleurs «corroborés par ceux que la chose regarde». Il ajoute même qu'il «tient en réserve beaucoup de précisions au sujet de la vie dans ces chantiers, au sujet aussi des conditions de la pêche tant sur la Côte-Nord que dans la Gaspésie» et qu'il «s'en servira au besoin, non pour embarrasser ou brimer qui que ce soit, mais par un simple sentiment d'humanité¹⁷».

Comme beaucoup d'autres publiés par la suite, ce texte laisse des marques et, deux ans après sa publication, le Secrétaire de la province, Athanase David, refusera une demande de subvention que lui adresse le frère en lui rappelant cette intervention à la mémoire¹⁸. Outre, Marie-Victorin lui répond qu'on ne peut tout de même pas lui refuser «une liberté d'expression dont, avec raison, vous usez largement vous-même, surtout quand cette liberté d'expression reste largement au-dessus de tout souci politique¹⁹».

Chaque fois qu'il doit livrer bataille pour atteindre un but qu'il s'est fixé, Marie-Victorin le fait par l'intermédiaire d'une publication dans *Le Devoir*. Un an après sa dénonciation sous azimuts des carences des Canadiens français, il revient à la charge en publiant le texte de son discours présidentiel prononcé devant les membres de la Société canadienne

d'histoire naturelle, «La science et nous», dans lequel il continue «une campagne d'idées qui lui est chère» en analysant la situation scientifique du Canada français²⁰. Heureux de publier cette pièce polémique, Omer Héroux lui fait tout de même observer qu'il touche «à trop de questions délicates pour qu'il n'y ait pas lieu d'attendre certaines réponses» qu'il devra, «sauf circonstance extraordinaire», publier.

Se limitant cette fois à «l'un des aspects de la situation scientifique en ce pays, que l'on pourrait peut-être appeler l'aspect psychologique de cette situation», Marie-Victorin raille «l'attitude infantine et naïve» de ceux qui croient «que nous tenons une place importante dans le monde scientifique d'aujourd'hui». Rappelant que «nous n'avons pas encore de milieu scientifique saisissable», il dénonce le manque d'intérêt porté aux sciences, lequel se reflète dans les salaires dérisoires reçus par les professeurs «qui le plus souvent n'atteignent pas à ceux des maîtres-charpentiers et des chauffeurs de taxi». Même au gouvernement, écrit-il, on offre 3 000 \$ à un jeune avocat sans pratique et 1 600 \$ à un chimiste de trois ou quatre années d'expérience. «Étonnons-nous après cela, ajoute-t-il, que nos jeunes gens, même à vingt ans où la volonté est riche et le sang généreux, hésitent devant le seuil austère des carrières scientifiques!» Il appelle donc à un redressement des valeurs pour «encourager les travailleurs scientifiques indépendamment des services qu'ils peuvent rendre, simplement parce qu'ils sont de bons serviteurs de la vérité et qu'ils aspirent vers elle» et non seulement «pour des motifs extrinsèques: souci utilitaire, concurrence économique, et surtout fierté de la race». Que la science «soit l'instrument des conquêtes économiques, on se lasse de le répéter, bien qu'un nombre surprenant de gens s'obstinent à l'ignorer pratiquement. Nous avons nous-même trop insisté sur ce truisme pour y revenir aujourd'hui».

Il aborde ensuite un sujet encore plus délicat: les relations entre la foi et la science, et critique ceux qui mettent en cause le fait de l'évolution. Il cite comme exemple à ne pas suivre ces pauvres protestants américains qui en sont rendus à former «des jurys composés de fermiers du Tennessee [qui] décident, à la majorité des suffrages, de l'origine des espèces». Il faisait là référence au procès de John Thomas Scopes, professeur dans une école secondaire du Tennessee, qui s'était déroulé au printemps de l'année précédente. Scopes avait été trouvé coupable d'avoir enfreint une loi de l'État interdisant l'enseignement de l'évolution humaine. Pour ne pas mêler la science et la foi, Marie-Victorin suggère «d'adopter le *modus vivendi* des pays éclairés» et de laisser l'une et l'autre «s'en aller par des chemins parallèles, vers leurs propres buts; de continuer d'adorer Dieu en esprit et en vérité, et de laisser les biologistes travailler paisiblement dans l'ombre de

leurs laboratoires». Il critique explicitement «le concordisme» qui cherche à lier science et religion :

À toutes les époques et malgré les meilleures intentions du monde ces tentatives concordistes, lorsque poussées un peu loin, ont nui à la religion aussi bien qu'à la science elle-même. Est-il besoin de rappeler la querelle Galilée; Luther dénonçant le chanoine Copernic comme un ignorant ennemi de la Bible.

Écrites en 1926, ces lignes étaient avant-gardistes, et pas seulement au Québec. Car du point de vue théologique, Rome n'avait pas encore arrêté une position aussi nette, comme en feront foi les réactions aux publications de Teilhard de Chardin sur l'évolution et plus tard encore, au début des années cinquante, les interventions de l'abbé Georges Lemaître auprès du pape Pie XII pour le convaincre d'abandonner son attitude concordiste et d'adopter une position qui sépare radicalement science et foi²¹.

Marie-Victorin n'était pas peu fier de ce texte, «dont le seul mérite est le courage», et confiera à sa sœur, mère Marie-des-Anges, que sa publication «a fait quelque tapage comme il fallait s'y attendre. Cependant, personne ne s'est risqué d'y répondre²²».

Trois ans plus tard, Omer Héroux reçoit une copie de son étude sur «Le dynamisme dans la Flore du Québec», — façon subtile de parler d'évolutionisme — et offre au frère d'en rendre compte dans *Le Devoir*²³. Marie-Victorin est ravi «pour diverses raisons et particulièrement parce que cette publicité [...] est nécessaire ici pour obtenir l'aide matérielle nécessaire» à la continuation de ses travaux²⁴. Comme le sujet est «délicat» et qu'il «est difficile de trouver quelqu'un suffisamment au courant de la partie», il suggère de demander au père Ceslas Forest qui s'était dit intéressé à publier un papier sur le sujet, sans préciser où. L'offre étant peut-être venue trop tard, le texte de Forest parut trois semaines plus tard dans *La Presse*. Le dominicain rassurait les lecteurs inquiets :

[...] ressermée dans ses limites, la thèse du Frère Marie-Victorin échappe à toute critique, même de la part du traditionaliste le plus intransigeant. D'ailleurs, si l'on n'iet à part la question de la descendance de l'homme, qui se heurte à des difficultés exégétiques et côtoie des affirmations dogmatiques, le problème de l'évolution reste un problème entre savants²⁵.

Conscient de l'importance de publiciser ses travaux, Marie-Victorin savait aussi doser sa propagande et refusait parfois les offres de Héroux par crainte que «le public ne se fatigue d'en entendre parler²⁶».

On ne peut reprendre ici systématiquement tous les textes polémiques que Marie-Victorin a publiés dans *Le Devoir*. Mentionnons toutefois

«Dans le maelström universitaire» (paru le 31 mai 1932), consacré à la défense de l'Université de Montréal, menacée de compressions importantes en pleine crise économique. Dénonçant ceux qui songent à fermer la Faculté de philosophie, la Faculté des lettres et une partie des laboratoires de sciences, dont ceux de botanique, il se dit étonné «que de pareilles énormités puissent germer dans le cerveau de certains chefs de file universitaires²⁷». Comme il l'écrivit à Georges Pelletier, ce texte lui vaut de nouveaux ennemis, car «les gens [qu'il a] attaqués visière levée n'ont pas été lents à demander à l'aurorité ecclésiastique de [lui] fermer la bouche». Pour cette raison, il remet donc son «deuxième article à une date ultérieure, lorsque les événements auront un peu marché²⁸». Le silence n'est en effet que temporaire car il récidive l'année suivante en publiant «Si l'Université de Montréal fermait ses portes» (3 octobre 1933), et deux ans plus tard «Une génération de jeunes professeurs sacrifiés» (18 décembre 1935)²⁹. En 1937, il revient sur les thèmes abordés en 1926 dans deux conférences prononcées à titre de président de l'ACFAS : «Nous nous mourons d'académisme vide» (13 octobre 1937) et surtout «La science et notre vie nationale» (10 et 13 octobre 1938). Dans certains cas, les textes du frère sont tellement longs qu'ils doivent être publiés en plusieurs parties. Ainsi, «La tâche des naturalistes Canadiens français» paraît durant cinq jours de suite³⁰; «Pour un Institut de Géologie» est publié en trois parties³¹ et plusieurs autres textes paraissent en deux parties.

À la lecture d'un autre texte de Marie-Victorin paru dans *Le Devoir* les 6 et 7 octobre 1930 — «L'enseignement supérieur des sciences naturelles» —, Omer Héroux, attiré par une référence à Faraday, lui demande de lui trouver quelqu'un pour écrire «un ou deux articles [...] pour le centenaire du grand savant» — il s'agissait en fait du centenaire de sa découverte de l'induction électromagnétique, principe de base de la dynamo. Selon le futur rédacteur en chef du quotidien :

L'un des moyens d'enfoncer dans la tête de nos gens cette idée de l'importance des études scientifiques serait de profiter d'occasion[s] comme celle-ci pour faire voir les lointaines répercussions d'une découverte. Malheureusement, ce sont des sujets avec lesquels les journalistes professionnels sont rarement familiers. Ils ne savent même pas toujours où s'adresser pour trouver des collaborateurs compétents [...]. Ainsi, j'aimerais beaucoup publier quelque chose sur la question générale des dirigeables, et même de l'aéronautique en général. Mais à qui s'adresser?

Il déplore aussi le fait que «le monde de sciences et celui de la presse n'ont pas encore de très intimes relations³²» — situation qui, il faut l'avouer, n'a pas beaucoup changé depuis, aucun quotidien de la province n'ayant les moyens de se payer — comme le *New York Times* — des

journalistes affectés uniquement à la couverture de la science et de la technologie. L'année suivante, ayant reçu de nouvelles « contributions du Laboratoire de botanique de l'Université de Montréal » consacrées à la flore algologique du Québec (par Jules Brunel) et à l'étude du *Gentiana Victorini* (par Jacques Rousseau), il ne peut s'empêcher d'en faire mention dans le Bloc-notes pour saluer au passage « ne fût-ce que d'un rapide coup de crayon, l'œuvre de ces bons travailleurs³³ ».

Il est frappant de constater à quel point les combats de Marie-Victorin pour la cause de la science au Canada français ont reçu l'appui constant du *Devoir*. Héroux demanda même au frère de s'entendre avec la directrice de la page féminine au sujet « des services qu'elle pourrait rendre à [sa] cause [dans cette] page particulière³⁴ ». Et le botaniste — de même que toute son équipe — était d'ailleurs parfaitement conscient de tout ce qu'il devait à Omer Héroux.

En 1946, soit deux ans après le décès de Marie-Victorin, son successeur à la direction de l'Institut botanique de l'Université de Montréal, Jules Brunel, écrit à Héroux pour le féliciter à l'occasion de son cinquantième anniversaire de journalisme³⁵ :

Nous connaissons tous, au centre botanique de Maisonneuve, le rôle de premier plan que vous avez joué dans la formation de l'opinion publique en ce qui a trait à l'Institut botanique, à la Société canadienne d'histoire naturelle, à l'ACFAS, et plus récemment, au Jardin botanique, couronnement de toutes ces œuvres. Chacun sait que nous vous devons une immense dette de gratitude pour l'aide très efficace et l'appui constant que vous avez si généreusement apportés au frère Marie-Victorin, instigateur de tous les projets mentionnés ci-haut, projets qui sont tous devenus de magnifiques réalités, concrètes et vivantes.

Et lorsque, en 1950, le Comité des Amis du *Devoir* lancera une campagne de souscription, le personnel du Laboratoire se fera

un plaisir d'apporter [sa] modeste contribution, car tous sont unanimes à reconnaître le rôle unique joué par [*Le Devoir*] dans le développement des sciences naturelles et de la botanique en particulier parmi notre population [...] Aujourd'hui c'est *Le Devoir* qui demande l'aide de ses Amis. L'Institut botanique ne peut évidemment pas rendre au *Devoir* tout ce qu'il lui doit, mais il tient à lui apporter le témoignage de reconnaissance et à lui montrer qu'il se souvient³⁶.

L'ACFAS

Comme l'écrivait Jules Brunel, *Le Devoir* a toujours soutenu les projets mis de l'avant par Marie-Victorin et les scientifiques de son entourage. Parmi ces nombreux projets figure celui de l'ACFAS qui, avec le Jardin botanique, est sans doute le plus important à voir le jour.

Le 16 juin 1923, ayant peut-être eu vent de la réunion tenue la veille à l'Université de Montréal pour fonder l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS), ou faisant référence à celle tenue six jours plus tôt pour créer la Société canadienne d'histoire naturelle, Omer Héroux fait savoir au frère que son journal est à sa disposition s'il veut « faire quelque réclame » pour ces sociétés³⁷. Fin stratège, Marie-Victorin le remercie de son offre mais lui dit que lui et ses collègues ont résolu de ne faire aucune publicité avant l'automne et qu'il sera alors heureux d'utiliser *Le Devoir* pour faire connaître au public leurs activités³⁸. Dès l'automne, Héroux revient à la charge et demande « s'il n'est pas à propos maintenant de publier un ou deux articles sur [la] Société des naturalistes et les projets qui s'y rattachent³⁹ ». Lorsque l'ACFAS annonce la tenue d'un premier dîner officiel, Héroux fait aussitôt savoir que son journal désire donner à cet événement une large publicité et il demande à Marie-Victorin — qui est secrétaire de l'ACFAS — s'il peut « d'avance [lui] faire tenir le texte des discours qui seront prononcés » pour faciliter leur publication⁴⁰.

À compter de 1933, l'ACFAS organise un congrès annuel réunissant les scientifiques francophones. Dès le premier congrès, tenu à l'Université de Montréal, *Le Devoir* réserve une bonne partie de sa page trois pour imprimer le programme complet et résumer les discours d'ouverture du Congrès et de l'exposition des cercles des jeunes naturalistes qui a lieu parallèlement au Mont Saint-Louis.

Le congrès annuel de l'ACFAS fournit parfois l'occasion de réfléchir, en page éditoriale, sur l'importance des sciences pour le développement du Québec. Faisant écho à un discours de Marie-Victorin au congrès de 1936, Louis Dupire signe un éditorial dans lequel il présente ses « réflexions inspirées par une allocution au Congrès de l'ACFAS » sur le développement économique de l'est de Montréal suscité par la construction du Jardin botanique⁴¹. L'année suivante, c'est son collègue Omer Héroux qui profite de cette réunion de chercheurs pour rappeler que « si nous avions judicieusement favorisé la recherche scientifique, nous aurions réalisé on ne sait combien d'économies, ouvert au commerce, à l'agriculture, à l'industrie des domaines nouveaux et profitables⁴² ». Sans être fréquentes, ces interventions

éditoriales de la part du *Devoir* ne sont pas exceptionnelles et on en retrouve jusqu'au milieu des années soixante⁴³.

L'élection, le 17 août 1936, du gouvernement de Maurice Duplessis — dont le parti avait, pendant la campagne électorale, reçu l'appui de plusieurs des membres actifs de l'ACFAS — est accueillie par Marie-Victorin comme la «vire d'un temps nouveau⁴⁴». Sans perdre de temps, il utilise une nouvelle fois les pages du *Devoir* pour faire connaître au nouveau gouvernement les revendications des chercheurs et lui demander de confier

définitivement à l'ACFAS les destinées de la culture scientifique du pays [...] Munie des ressources et des encouragements de la province, l'ACFAS est capable, dans ses cadres actuels, d'exécuter un travail de géant, de changer graduellement le climat de notre microcosme intellectuel et de nous permettre d'accéder à une place honorable parmi les petits peuples⁴⁵.

La semaine suivante, c'est au tour de Jacques Rousseau, secrétaire général de l'ACFAS et bras droit de Marie-Victorin, d'intervenir pour présenter «Quelques aspects scientifiques de la restauration nationale», texte qui esquisse une véritable «politique scientifique» avant la lettre et dans lequel il réclame la mise en place d'un «Conseil provincial des recherches», organisme central relevant directement du Conseil des ministres, de même que la création de musées et parcs nationaux⁴⁶. Enfin, à la veille du quatrième congrès de l'ACFAS, tenu à Québec les 11, 12 et 13 octobre 1936, Rousseau publie un autre texte important, «L'œuvre de l'ACFAS», qui expose en détail les activités de l'association et rappelle que seules des finances insuffisantes l'ont empêchée de réaliser tous ses objectifs⁴⁷. La stratégie porta fruit car le Gouvernement annonça lors du congrès que la subvention annuelle — qui était de 1 000 \$ sous Taschereau — était portée à 5 000 \$. Cinq textes importants publiés en moins de trois semaines : sans l'appui du *Devoir*, les porte-parole de l'ACFAS auraient difficilement pu intervenir de façon aussi efficace sur la place publique pour faire avancer la cause de la recherche scientifique.

Après la Seconde Guerre mondiale, les relations entre les scientifiques et *Le Devoir* seront moins suivies qu'elles ne l'étaient auparavant. Au *Devoir* comme à l'ACFAS, une nouvelle génération est à la barre et, la professionnalisation des métiers de chercheur et de journaliste aidant, l'époque laisse peu de place aux grands leaders et aux relations fortement personnalisées entre journalistes et savants comme celles que nous avons décrites plus haut et qui étaient courantes pendant l'entre-deux-guerres.

Malgré cette évolution, les relations privilégiées nouées au cours des années vingt ne s'estompent pas complètement. En 1985, de même que les

deux années suivantes, *Le Devoir* publiera un cahier spécial contenant l'ensemble du programme du congrès et, de 1986 à 1991, il financera un nouveau prix de l'ACFAS destiné à reconnaître les contributions des meilleurs chercheurs œuvrant en études humaines : le prix André-Laurendeau.

LOUIS DUPIRE ET LE JARDIN BOTANIQUE DE MONTRÉAL

Omer Héroux n'était pas le seul de l'équipe du *Devoir* à encourager le développement des sciences. Son collègue Louis Dupire allait également jouer un rôle important dans la réalisation des «œuvres» de Marie-Victorin. Le 14 décembre 1929, à peine revenu d'un long périple de six mois à travers trois continents, au cours duquel il a pu visiter les plus grands jardins botaniques du monde, Marie-Victorin lance, devant les membres de la Société canadienne d'histoire naturelle, le projet de construire un jardin botanique à Montréal. Ce petit cénacle où il prêchait à des convertis était insuffisant et il savait très bien que c'était la population et surtout les élus qu'il fallait convaincre de la nécessité d'un tel jardin. Prononcée le samedi, la conférence est publiée dans *Le Devoir* dès le lundi suivant en première page et sur trois colonnes. Jusque-là, le quotidien s'était limité à offrir sa tribune au savant botaniste. Avec le projet du jardin botanique, il fait un pas de plus et décide d'appuyer activement l'idée. Et c'est Louis Dupire, chargé des affaires municipales, qui prend le dossier en main. Dès le lendemain de la publication, il attire l'attention sur son contenu dans un éditorial intitulé «Un jardin botanique à Montréal. En marge de la magistrale conférence du frère Marie-Victorin» dans lequel il demande aux «lecteurs qui veulent le progrès bien entendu de Montréal, qui tiennent à l'embellir et à rendre à la classe laborieuse le contact si nécessaire et si tonique avec la nature» de le lire et de le faire lire. Comme le frère, dont il reprend le texte, il veut «placer Montréal sur la carte des villes que l'on peut visiter et où il y a quelque chose pour l'œil et pour l'esprit⁴⁸».

Un projet d'une telle envergure ne pouvait qu'avancer lentement et ses promoteurs se devaient de tirer profit de toutes les circonstances favorables. Sous la mairie de Camillien Houde, ancien élève de Marie-Victorin au Collège de Longueuil, le projet reçoit un appui favorable. Mais à peine le Comité exécutif, le 4 mars 1932, eut-il voté l'affectation de 100 000 \$ aux travaux de construction du jardin qu'un mois plus tard, les élections municipales amenaient au pouvoir un nouveau maire, Fernand Rinfret⁴⁹. Toujours chargé des Affaires municipales, Dupire revient pour l'occasion sur le projet du jardin botanique⁵⁰. Notant que «le nouveau maire est un homme très cultivé [alors que] son prédécesseur n'était guère qu'un autodidacte

[mais qu'il] a eu le mérite de saisir la valeur éducative de ce jardin botanique et d'en favoriser l'établissement», il conclut que «M. Rinfret doit à sa culture de recommander fortement à l'exécutif et au conseil municipal d'achever rapidement l'entreprise désormais en bonne voie». Sans tarder, Marie-Victorin le remercie d'avoir «très habilement tracé son programme à la nouvelle administration et au nouveau maire». Patient, il ajoute : «Nous aurons peut-être un mauvais moment à passer, et il est bon de soutenir une idée qui passe au-dessus d'une solution de continuité⁵¹.» L'année suivante, alors qu'il se prépare à quitter Montréal pour se rendre en Colombie-Britannique, il demande à son ami Dupire de «veiller au grain et [de] tenir la question [du jardin botanique] devant le public⁵²».

À quelque chose malheur est bon : la crise économique, qui oblige les pouvoirs publics à créer de l'emploi, permettra de construire le Jardin botanique plus rapidement que prévu grâce aux fonds consacrés par les gouvernements aux travaux de chômage. Il faut dire que le retour au pouvoir des amis du frère — Houde est réélu à la mairie en 1934 et Maurice Duplessis devient premier ministre en 1936 — facilite également la tâche.

Le dimanche 22 août 1937, plus de 25 000 personnes fouleront pour la première fois le sol du Jardin botanique de Montréal⁵³. Louis Dupire consacrera encore une fois un éditorial à cet événement, soulignant que ce projet «a marché si bien parce que la politocailleterie s'en est tenue écartée jusqu'ici. Du jour où elle y toucherait ou ferait seulement mine d'y toucher, ce serait l'anarchie et le désastre⁵⁴». Il faisait ainsi écho aux propos du frère qui disait que le développement du Jardin se fera à bonne allure mais que «toute ingérence extérieure pourrait compromettre le succès de l'entreprise⁵⁵».

Rumilly a raconté en détail les péripéties de la construction du Jardin botanique⁵⁶. Laissons à Marie-Victorin lui-même le soin de résumer la part qu'y a prise Louis Dupire⁵⁷ :

L'œuvre la plus personnelle et la plus hardie du puissant journaliste qui vient de tomber les armes à la main, est sans contredit la part qu'il prit dans la genèse du Jardin botanique de Montréal. Il en avait fait son affaire, et tout le monde le savait. On ferait — on fera — un fort volume des éditoriaux percutants qui, jour après jour, s'attaquèrent au roc dur de l'indifférence ou de l'hostilité, suivant un rythme et avec une force rappelant l'outil du carrier forant le trou de mine[...] Vingt fois, le Jardin botanique, œuvre d'éducation et monument à la science de la vie, faillit chavirer dans l'humaine et inéluctable mêlée des intérêts. Chaque fois le bras vigoureux de Dupire donna le coup de barre nécessaire. Le journaliste — de par son médium d'expression

qui n'est ni le maître, ni la toile, ni le livre, mais le feuillet mobile qui ne vit qu'un jour — est bien exposé à mourir tout entier. Mais Louis Dupire vivra, car son nom sera désormais inséparable de l'histoire de la grande institution qu'est le Jardin botanique.

Marie-Victorin disait vrai et aujourd'hui encore le «complexe Louis Dupire» du Jardin botanique rappelle aux visiteurs la mémoire du journaliste.

LE CONCOURS DE BOTANIQUE ET LES CERCLES DES JEUNES NATURALISTES

Au printemps 1930, Omer Héroux demande à Marie-Victorin «comment le journal pourrait susciter de la curiosité, de l'intérêt actif autour des questions scientifiques. Il faudrait essayer de frapper entre autres l'esprit des jeunes⁵⁸». Au moment d'écrire ces lignes, Héroux venait de signer un éditorial dans lequel il s'indignait de l'absence de jeunes Canadiens français dans les carrières scientifiques et, comme Marie-Victorin, il cherchait une façon de mettre fin à cet état de choses⁵⁹.

Peu de temps après, Louis Dupire rencontre Oscar Dufresne, propriétaire — avec son frère Marius, ingénieur diplômé de l'École polytechnique — de Dufresne Construction et de Dufresne Engineering. Il habitait une riche maison de leur conception, devenue depuis le Château Dufresne, rue Sherbrooke, et se dit prêt à aider financièrement tout projet éducatif dirigé vers la jeunesse. Le projet du Jardin botanique ayant été lancé quelques mois plus tôt, l'idée germe d'organiser un concours de botanique. Enthousiaste, Marie-Victorin et son équipe de l'Institut de botanique en définissent les règlements et *Le Devoir* patronne l'événement, annoncé le 14 juin 1930. Le concours consiste à construire un herbier comprenant au moins 35 plantes accompagnées d'observations personnelles. Il s'adresse aux «jeunes des deux sexes fréquentant les classes de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire». Pour chaque section, des prix distincts sont attribués pour les dessins, les photos et même la «cinématographie⁶⁰». Une centaine de participants s'inscrivent au concours et, à l'automne, une séance officielle de distribution de prix a lieu à l'Université de Montréal pendant que les herbiers sont exposés à la bibliothèque Saint-Sulpice, située elle aussi rue Saint-Denis, à proximité de l'Université⁶¹.

Fort de ce succès éclatant et de l'engouement des jeunes pour la botanique, le frère Adrien, clerc de Sainte-Croix, lance l'idée de créer des cercles de jeunes naturalistes. Organisateur hors pair, Marie-Victorin

s'empare de l'idée et en fait l'objet d'une causerie diffusée à l'émission radiophonique *L'Heure provinciale*. Non seulement *Le Devoir* la reproduit dans ses pages quelques jours plus tard, mais Louis Dupire lui consacre un éditorial : « En marge d'une causerie du frère Marie-Victorin », dans lequel il appuie la pédagogie active du frère qui veut sortir les enfants de leurs livres pour leur faire découvrir la nature. Dupire rappelle d'ailleurs que « la croisade pacifique pour le retour à la nature », dont parle Marie-Victorin, est le « résultat de notre concours de botanique de l'an dernier », et que « les répercussions d'un geste fécond sont incommensurables comme les vibrations que l'antenne de TSF détermine dans l'éther⁶² ».

Depuis un mois déjà, *Le Devoir* consacrait une chronique hebdomadaire — le samedi — aux activités des cercles des jeunes naturalistes. Louis Dupire lui-même avait présenté aux lecteurs cette nouvelle initiative :

Le Coin des jeunes offre aujourd'hui à ses lecteurs une nouvelle rubrique : les jeunes naturalistes. [Il] était tout désigné pour servir d'agent de liaison inter-cercles : cette fondation est née, en effet, du concours de botanique que nous lançons l'été dernier.

De ce que ces notes figureront dans le Coin des jeunes, il ne s'ensuit pas que les adultes doivent s'en désintéresser [...] Les maîtres d'écoles [...] trouveront là [...] de quoi piquer la curiosité de leurs élèves et prolonger le plus efficacement possible l'enseignement littéral. Les sciences naturelles, on l'a dit, ne s'apprennent bien que sur le terrain.

Le journaliste conseille également aux parents d'encourager leurs enfants à lire cette rubrique et à ne pas persécuter le « naturaliste en herbe » sous prétexte que « les spécimens encombr[ent] telle ou telle pièce, saliss[ent] la maison, la peupl[ent] de sales insectes ». Car il ne faudrait pas tuer dans l'œuf « la vocation d'un futur Cuvier ou d'un futur Fabre [...] comme les chenilles et les cocons du petit collectionneur, sous les coups de balai maternels⁶³... ou paternels, ajouterions-nous aujourd'hui ! Alimentée par les collaborateurs de Marie-Victorin, elle sera publiée chaque semaine pendant vingt-trois ans, soit de 1931 à 1954, totalisant ainsi plus de mille chroniques⁶⁴ ».

LA BOMBE ATOMIQUE : UNE QUESTION MORALE

En plus des articles consacrés chaque année au congrès de l'ACFAS, les agences de presse étrangères fournissent le gros des nouvelles d'importance mondiale comme le premier voyage transatlantique de Lindberg⁶⁵, l'explosion des deux bombes atomiques sur le Japon, le lancement du

satellite russe *Sputnik*, pour ne nommer que les événements les plus marquants qui font l'objet d'un suivi de la part du journal.

Le 7 août 1945, *Le Devoir* titre : « La bombe atomique : nouvelle arme des Alliés contre le Japon ». Paul Sauriol parle aussitôt du « problème moral que pose cette découverte » et conclut :

Le monde moderne n'a pas su tirer un véritable profit des progrès matériels dont il a tant bénéficié, il n'a pas su les orienter vers son avancement social parce qu'il a méprisé les valeurs spirituelles. L'usage qu'il fait des découvertes scientifiques pour la guerre [indique] que l'épreuve ne lui a pas fait trouver la vraie voie du salut. La libération des forces atomiques prépare-t-elle pour l'humanité un nouveau châtement⁶⁶ ?

Convaincu que « toutes les grandes puissances pourront dans un avenir prochain produire de ces engins de mort », il se demande, le lendemain, ce qu'il adviendra « le jour où deux pays puissants se serviront réciproquement de tels engins de destruction⁶⁷ ». Le 9 août, le quotidien annonce « une autre bombe atomique sur Nagasaki ». Après cet événement, Alexis Gagnon revient en éditorial sur les conséquences de l'invention de la bombe atomique qui « a non seulement rempli l'ennemi d'épouvante mais [...] a été accueillie avec une sorte de terreur lugubre même parmi les Alliés ». Il croit que cette nouvelle arme entraînera « la progressive mise au rancart des dernières barrières d'humanité que les peuples avaient réussi à ériger péniblement, au cours des derniers siècles, pour rendre la guerre moins affreuse aux populations sans défense ». Sa conclusion est également morale : « La fin de la guerre laisse [...] un monde de haines inexpiables, et d'inexprimables détresses, qui vivra désormais sous le signe des bombes atomiques et de la mort [...] Dieu, pour punir le monde, n'a qu'à le laisser à lui-même. C'est son plus terrible châtement⁶⁸ ». *La Preuve* couvre également ces événements tragiques, mais aucun éditorial ne vient souligner leur portée morale⁶⁹.

Quelques jours plus tard, le journal peut expliquer plus en détail le principe de fonctionnement de la bombe, qui a été rendu public dans un communiqué émis par le ministère canadien de la Reconstruction⁷⁰. La curiosité est grande car le journal rapporte qu'une conférence sur le sujet, prononcée par le professeur Ernest Gendreau de l'Université de Montréal, a attiré une foule importante :

Malgré une chaleur suffoquante, l'auditorium du Plateau était rempli à pleine capacité par la foule massée jusque dans le vestibule. Sur le Perron, beaucoup d'autres personnes attendaient leur tour pour remplacer ceux que la chaleur faisait sortir du balcon de l'arrière.

Gendreau rappela à son auditoire l'histoire de la théorie atomique et expliqua la différence entre l'uranium 235 et l'uranium 238, seul le premier ayant la propriété de fission. Il expliqua également le principe de la masse critique, en-deçà de laquelle l'explosion atomique est impossible. Quant à savoir « comment provoquer l'explosion à volonté? Comment régulariser cet éclatement? C'est là précisément que se trouve le secret des hommes de science alliés⁷¹ ».

CONCLUSION

Comme le montre bien l'exemple de la bombe atomique, les découvertes scientifiques et technologiques jouent dans les sociétés modernes un rôle central non seulement par les bouleversements qu'elles entraînent dans les habitudes de travail et de production, mais également par les questions morales et éthiques nouvelles qu'elles soulèvent. Propulsées à l'avant-scène par la mise au point de la bombe atomique, les sciences physiques ont d'abord retenu l'attention des médias jusqu'au début des années soixante-dix. Depuis ce temps, les développements des sciences bio-médicales — en particulier le génie génétique et les avenues ouvertes par la biologie moléculaire — ont pris le devant de la scène en posant à leur tour des problèmes éthiques et moraux concernant cette fois la nature humaine et la capacité de modifier le cours même de l'évolution. Sous des formes modernes, des questions plus anciennes comme celles de l'euthanasie ont également refait surface.

Les quotidiens se devant de refléter les préoccupations de la société, on a vu apparaître dans les journaux une section ou une page hebdomadaire consacrée aux développements des sciences et de la technologie. Au cours de l'année 1960, *Le Devoir* publie une chronique « Sciences et techniques » dans laquelle on trouve diverses informations concernant l'électronique, la mécanique automobile et surtout l'aéronautique, sujet qui dominera les années soixante et dont le sommet sera l'atterrissage sur la Lune en juillet 1969. De nos jours, la page « Découvertes » du mercredi continue à couvrir l'actualité scientifique en proposant des articles provenant des quotidiens *Le Monde* ou *The New York Times*, de même que de journalistes d'ici. Bien que, comme le déplorait Omer Héroux il y a soixante ans, le monde des sciences et le monde de la presse aient encore peu de relations intimes, il semble bien que ce dernier ait maintenant compris que, au même titre que la politique, les arts ou l'économie, les sciences et la technologie sont au cœur des sociétés modernes et que seul le manque de ressources financières

empêche la production d'un véritable « Cahier des sciences et de la technologie » dirigé par un journaliste spécialisé.

Mais au-delà de la couverture journalistique des événements à caractère scientifique et technologique — qui est le lot de tous les quotidiens —, la spécificité du *Devoir* dans ce domaine aura sans doute été d'avoir suivi de près et encouragé activement le mouvement scientifique de l'entre-deux-guerres, qui se manifesta par des initiatives aussi importantes que la création de l'ACFAS, du Jardin botanique et des cercles des jeunes naturalistes et, de manière plus générale, par la croisade du frère Marie-Victorin et de ses disciples pour la diffusion de la culture scientifique et la formation d'une élite scientifique canadienne-française.

Yves GINGRAS
Professeur
Département d'histoire
Université du Québec à Montréal

1. *Le Devoir*, 18 janvier 1910. Pour plus de détails sur cette société fondée en 1908, voir Léo Parisseau, « Et avant l'ACFAS il y eut la SPASLAC », *Annales de l'ACFAS*, vol. 9, 1943, p. 177-194.
2. *Le Devoir*, 23 juin 1915.
3. *Ibid.*, 4 août 1915.
4. Environ un article par jour de parution en 1925, 0,75 en 1950 et en 1960 et un article par jour en 1970. L'échantillonnage a été fait comme suit : pour chacune des années choisies (1910, 1915, 1925, 1950, 1960, 1970), on a dépouillé une semaine complète pour chaque mois en avançant d'une semaine à chaque mois, de façon à éviter un biais systématique. En 1970, par exemple, on a dépouillé la première semaine de janvier, la deuxième semaine de février et ainsi de suite. Pour calculer la moyenne, on a simplement divisé le nombre total d'articles recensés par le nombre de jours de parution. Il aurait bien sûr été intéressant de comparer ces résultats avec la couverture de *La Presse* pour les mêmes années, mais le temps nous a manqué pour faire cette comparaison. On a ajouté à l'échantillon tous les textes de Marie-Victorin parus dans *Le Devoir*.
5. *Le cinquième anniversaire du Devoir*, Montréal, « *Le Devoir* », 1915, p. 27.
6. *Le dixième anniversaire du Devoir*, Montréal, « *Le Devoir* », 1920, p. 63.
7. *Le cinquième anniversaire du Devoir*, Montréal, « *Le Devoir* », 1915, p. 2.
8. *Le Devoir*, 13 juillet 1925.
9. *Ibid.*, 15 et 18 juillet 1925.
10. Robert Rumilly, *Le Frère Marie-Victorin et son temps*, Montréal, Frères des Écoles chrétiennes, 1949, p. 30.

11. Frère Marie-Victorin, « Mon miroir », 22 janvier 1911, Archives des Frères des Écoles chrétiennes.
12. Omer Héroux à Marie-Victorin, 9 novembre 1916, Archives de l'Université de Montréal, Fonds de l'Institut botanique (ci-après noté F.I.B.). E 118, A1/703.
13. Omer Héroux à Marie-Victorin, 25 septembre 1922, F.I.B., E 118, A1/703.
14. Marie-Victorin, « Vers la haute culture scientifique », *Le Devoir*, 30 septembre 1922.
15. Marie-Victorin, *Le Devoir*, 25 septembre 1925.
16. Georges Pelletier à Marie-Victorin, 14 décembre 1925, F.I.B., E 118, A1/1309.
17. Marie-Victorin à Georges Pelletier, 15 décembre 1925, F.I.B., E 118, A1/1309.
18. Athanase David à Marie-Victorin, 9 septembre 1927, F.I.B., E 118, A1/427.
19. Marie-Victorin à Athanase David, 12 septembre 1927, F.I.B., E 118, A1/427.
20. Marie-Victorin, « La science et nous », *Le Devoir*, 13 et 15 novembre 1926. Publié ensuite dans *La revue trimestrielle canadienne*, n° 48, décembre 1926, p. 422-438.
21. Sur cette question, qui demanderait une étude plus fouillée, voir : Jean-François Robredo, « Lemaître: entre fiat lux et big bang », *Ciel et Espace*, numéro spécial, 1993, p. 38-43; Georges Minois, *L'Église et la science, Tome II. De Galilée à Jean-Paul II*, Paris, Fayard, 1991.
22. Marie-Victorin à mère Marie-des-Anges, 6 janvier 1927, reproduire dans Marie-Victorin, *Confidence et combat*, Montréal, Lidec, 1966, p. 27.
23. Omer Héroux à Marie-Victorin, 3 avril 1929, F.I.B., E 118, A1/703.
24. Marie-Victorin à Omer Héroux, 4 avril 1929, F.I.B., E 118, A1/703.
25. Cité par Luc Chartrand, Raymond Duchesne et Yves Gingras, *Histoire des sciences au Québec*, Montréal, Boreal, 1987, p. 320.
26. Jules Brunel à Omer Héroux, 12 février 1932, F.I.B., E 118, A1/703.
27. Cité par Luc Chartrand, Raymond Duchesne et Yves Gingras, *op. cit.*, p. 261.
28. Marie-Victorin à Georges Pelletier, 8 juillet 1932, F.I.B., E 118, A1/1309.
29. *La Presse* publiera également un résumé de cette allocution prononcée au Cercle universitaire sous le titre « L'appel de la science doit être mieux entendu », 11 décembre 1935.
30. *Ibid.*, 16, 17, 18, 19, 21 janvier 1935.
31. *Le Devoir*, 27, 28, 29 janvier 1937.
32. Omer Héroux à Marie-Victorin, 8 octobre 1930, F.I.B., E 118, A1/703.
33. *Le Devoir*, 10 février 1933.
34. Omer Héroux à Marie-Victorin, 20 mars 1928, F.I.B., E 118, A1/703.
35. Jules Brunel à Omer Héroux, 15 mars 1946, F.I.B., E 118 A1/931.
36. Lettre du personnel de l'Institut botanique de l'Université de Montréal au Comité des Amis du *Devoir*, 13 mai 1950, F.I.B., E 118, A1/931.
37. Omer Héroux à Marie-Victorin, 16 juin 1923, F.I.B., E 118, A1/703.
38. Marie-Victorin à Omer Héroux, 22 juin 1923, F.I.B., E 118, A1/703.

39. Omer Héroux à Marie-Victorin, 6 septembre 1923, F.I.B., E 118, A1/703.
40. Omer Héroux à Marie-Victorin, 10 mai 1924, F.I.B., E 118, A1/703. Le dîner eut lieu le 15 mai suivant et *Le Devoir* en fit largement part le lendemain sous le titre « Pour l'avancement des sciences » — sur trois colonnes. Sur l'histoire de l'ACFAS, voir Yves Gingras, *Pour l'avancement des sciences. Histoire de l'ACFAS 1923-1993*, Montréal, Boreal, 1994.
41. Louis Dupire, « Un grand réveil pour l'Est », *ibid.*, 14 octobre 1936.
42. Omer Héroux, « Le Congrès de l'Acfas », *ibid.*, 7 octobre 1937.
43. Voir par exemple, « I sur 65 », *ibid.*, 3 avril 1930, « La botanique et la santé », *ibid.*, 12 mai 1939, « Du côté des sciences », *ibid.*, 9 octobre 1942, « L'âge de l'ACFAS », *ibid.*, 5 novembre 1954, « L'ACFAS et la réflexion sur une politique de la recherche », *ibid.*, 6 novembre 1965. Par comparaison, notons que *La Presse*, n'en fait aucun avant le milieu des années soixante, comme si elle prenait alors le relais du *Devoir* en cette matière : « Au premier rang de nos priorités », *La Presse*, 7 novembre 1966, « L'ACFAS devant de nouveaux défis », *ibid.*, 26 mai 1980, et « La science et l'avenir », *ibid.*, 18 mai 1982.
44. *Le Devoir*, 25 septembre 1936.
45. Marie-Victorin, « Après la bataille les œuvres de paix », *ibid.*, 25 et 26 septembre 1936, cité par Raymond Duchesne, *La science et le pouvoir au Québec*, Québec, Éditeur officiel, 1978, p. 31.
46. *Le Devoir*, 3 et 5 octobre 1936.
47. *Ibid.*, 10 octobre 1936.
48. *Ibid.*, 17 décembre 1929.
49. Robert Rumilly, *Histoire de Montréal*, tome 4, Montréal, Fides, 1974, p. 176, 179.
50. « Le jardin zoologique de Québec », *Le Devoir*, 9 avril 1932. Les élections avaient eu lieu le 4 avril.
51. Marie-Victorin à Louis Dupire, 10 avril 1932, F.I.B., E 118, A1/507.
52. Marie-Victorin à Louis Dupire, 25 mai 1933, F.I.B., E 118, A1/507.
53. *Le Devoir*, 25 août 1937.
54. *Ibid.*, 27 août 1937.
55. *Ibid.*, 25 août 1937.
56. Robert Rumilly, *Le Frère Marie-Victorin et son temps*, *op. cit.*
57. Marie-Victorin, « Louis Dupire, bienfaiteur de la jeunesse », *Le Devoir*, 27 janvier 1942.
58. Omer Héroux à Marie-Victorin, 28 avril 1930, F.I.B., E 118, A1/703.
59. « I sur 65 », *Le Devoir*, 3 avril 1930. Le lendemain de la parution de ce texte, Marie-Victorin adressait ses félicitations à Héroux : « Là où d'autres voient toujours l'ostracisme de race, vous voyez une insuffisance formidable, et vous osez le dire. Combien vous avez raison ! » (Marie-Victorin à Omer Héroux, 4 avril 1930, F.I.B., E 118, A1/703.)
60. « Pour connaître notre domaine sous le ciel », *Le Devoir*, 14 juin 1930.
61. « La distribution des prix du concours de botanique du *Devoir* », *ibid.*, 10 novembre 1930.
62. *Ibid.*, 13 mai 1931.

63. *Ibid.*, 4 avril 1931.
64. Marie-Jean-Eudes, s.s.a., *Les cercles des jeunes naturalistes. Pages d'histoire*, Lachine, Éditions Sainte-Anne, 1981, p. 46. À Québec, la chronique est sous la direction de Louis-Philippe Audet et paraît dans *L'Action catholique* de 1932 à 1964. Voir aussi Pictrick Malissard, *Le mouvement scientifique au Québec et les cercles des jeunes naturalistes, 1931-1961*, mémoire de maîtrise en histoire, UQAM, 1993.
65. *Le Devoir*, 20, 23 et 27 mai 1927.
66. *Ibid.*, 7 août 1945.
67. *Ibid.*, 8 août 1945.
68. *Ibid.*, 10 août 1945.
69. *La Presse*, 8, 9, 10, 13 et 14 août 1945.
70. *Le Devoir*, 13 août 1945.
71. *Ibid.*, 14 août 1945; voir également *La Presse*, 13 et 14 août 1945.

MODERNITÉ ET CRITIQUE MUSICALE 1910-1961*

Ouverture sur un thème pédagogique. Une figure méconnue : Frédéric Pelletier. Entre continuité et rupture. L'aggiornamento musical du Devoir. Persistance d'une tradition.

OUVERTURE SUR UN THÈME PÉDAGOGIQUE

Dès ses tout débuts, *Le Devoir* ouvre ses pages à la musique. C'est parfois sa couverture de l'actualité « scientifique » qui l'amène à en traiter. Ainsi cet extrait d'un pittoresque article du 12 novembre 1910, dans lequel on se réjouit des résultats prometteurs, sur le plan médical, de l'exécution d'œuvres classiques par un quatuor à cordes devant un auditoire d'enfants malades : « Un enfant paralysé des jambes, au bout d'un mois, battait la mesure avec ses pieds¹ ». Mais on trouve au même moment, dans *Le Devoir*,

* Le texte qu'on va lire traite de la vie et de la critique musicales dans *Le Devoir*. L'ampleur de l'information que recouvre un tel sujet, la relative méconnaissance qui entoure encore l'histoire de la vie et de la critique musicales au Québec au vingtième siècle, le peu de pages qui nous étaient allouées, tout ceci nous a conduits à restreindre notre problématique. Tout d'abord, en n'étudiant que le seul cas de la musique classique, par opposition à la musique populaire. Puis, en traitant essentiellement des transformations et des mutations de cette modalité de l'approche réflexive de la vie musicale que constitue la critique. D'autant que l'examen de la critique musicale dans *Le Devoir* permet de montrer comment se joue, sur ce terrain-là, la question de la modernité et de l'accès du Québec à cette modernité, thème dont nous avons fait le fil conducteur de notre exposé.